

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 09/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EQIOM Granulats (ex HOLCIM)

49 avenue Georges pompidou
92300 Levallois-Perret

Références : n°131/2024
Code AIOT : 0010003759

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement EQIOM Granulats (ex HOLCIM) implanté La Brosse - Grande Pièce de la Brosse 45600 Sully-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée en même temps que la dernière réunion de chantier des travaux d'aménagement de la partie aval afin de pouvoir encore intervenir sur les profils avant remise en eau du tronçon.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM Granulats (ex HOLCIM)
- La Brosse - Grande Pièce de la Brosse 45600 Sully-sur-Loire

- Code AIOT : 0010003759
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dans le cadre du renouvellement et de l'extension de son autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit "La Brosse" à Sully-sur-Loire la société EQIOM a proposé dans ces mesures compensatoires, la dérivation et le réaménagement du cours d'eau du Rosoir de manière à lui redonner un profil plus naturel. Ces travaux ont été autorisés par arrêté préfectoral du 25 août 2022.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	conformité des travaux de dérivation du Rosoir	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.5.	Sans objet
2	Déclaration de travaux	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.5.	Sans objet
3	Déroulement des travaux	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.5.	Sans objet
4	défrichement des zones impactées	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.5.	Sans objet
5	remblaiement de l'ancien lit.	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.5.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seule la partie avale a été réalisée. La partie médiane et amont seront aménagée fin 2024 et début 2025.

Les travaux réalisés sont suivi par le bureau d'étude IRH qui a constitué le projet, joint un dossier de demande d'autorisation. Au vu des travaux réalisés, le service de la DDT en charge de la protection des milieux aquatiques a proposé des petits aménagements au droit des radiers qui ont été retranscrits dans ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : conformité des travaux de dérivation du Rosoir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.5.
Thème(s) : Situation administrative, Tracé du nouveau lit du cours d'eau
Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise la dérivation du Rosoir conformément à l'étude avant projet réalisée par la société IRH Ingénieur conseil de mars 2021 au cours de la première phase d'exploitation.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur le site, l'inspection a pu constater que seule la partie avale a été aménagée. Néanmoins le tracé aménagé (profil en long) est conforme au tracé prévu dans l'étude d'IRH. Concernant le profil en travers au droit des radiers l'inspection a constaté que les travaux réalisés correspondent aux préconisations d'IRH dans le dossier.</p> <p>[PdC n°1] Conforme</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors des échanges sur site notamment avec le service en charge de la protection des milieux aquatiques de la DDT du Loiret, il a été préconisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un élargissement du lit mouillé en tête de radier à une largeur approchant celle de la fin de fosse amont, de manière à ce que la tête du radier soit en eau sur toute la largeur en débit hivernal. - sur toute sa longueur du radier, réduire la formation de chenal préférentiel central mais préférer un profil en V du lit mouillé pour permettre au cours d'eau d'accentuer de lui même son chenal préférentiel
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.5.
Thème(s) : Situation administrative, déclaration du lancement des travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>15 jours avant le début des travaux, l'exploitant informe l'inspection des installations ainsi que la police de l'eau (DDT et OFB) du lancement de ces travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>La première réunion de chantier s'est tenue le 28 septembre 2023. L'inspection des installations classées en a été informée et a été destinataire de tous les comptes-rendus des réunions de chantier rédigés par la société IRH ingénieur conseil.</p> <p>Le service en charge de la police de l'eau a bien été informé du lancement des travaux.</p> <p>[PdC n° 2] Conforme</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déroulement des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.5.
Thème(s) : Situation administrative, Déroulement des travaux
Prescription contrôlée : Les travaux d'aménagement du nouveau lit sont réalisés de l'aval vers l'amont en maintenant les écoulements dans l'ancien lit durant toute la durée des travaux. Le cas échéant un dispositif de filtration des fines est mis en place en aval pour éviter le départ de matière vers le ruisseau du Bec d'Able.
Constats : Lors de la visite sur le chantier l'inspection a constaté que les travaux d'aménagement du lit du Rosoir sont en cours de finalisation sur la partie avale. Les écoulements d'eau sont toujours maintenus dans l'ancien lit. Les travaux ont bien été réalisés depuis l'aval vers l'amont Un filtre au droit de la confluence avec le Bec d'able était présent lors de la visite de chantier [PdC n°3] Conforme
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : défrichement des zones impactées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, défrichement des zones impactées
Prescription contrôlée : Les travaux de défrichement doivent respecter les dispositions de l'article 1.7.3. (Les opérations de défrichement seront réalisées de septembre à février afin d'éviter la période de nidification des oiseaux)
Constats : Les travaux de défrichement liés aux aménagements du nouveau tracé du Rosoir ont bien été réalisés durant la période hivernale entre septembre et janvier. [PdC n° 4] Conforme
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : remblaiement de l'ancien lit.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, remblaiement de l'ancien lit.
Prescription contrôlée : Le remblaiement de l'ancien lit n'intervient qu'une fois le basculement des écoulements totalement réalisé.
Constats : Lors de la visite du site la remise en état n'était pas finalisée. Le lit actuel du Rosoir est toujours présent sur la partie aval. Les travaux de connection du Rosoir au lit nouvellement aménagé sont prévus au cours du mois de mars. [PdC n° 5] Conforme
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite